

EN MARCHÉ !

Caminando!

Bulletin de réflexion et d'engagement

Vol. 19, no 3, octobre 1998

Dossier



Colombie

Les nouvelles nous parvenant de Colombie nous présentent généralement un pays dont le régime démocratique serait victime de la violence incontrôlée des guérillas et des narcotraficants. La réalité est beaucoup plus complexe et, surtout, plus tragique. En effet, devant les nombreux témoignages des victimes et les rapports d'organismes de droits humains colombiens, nous ne pouvons qu'être profondément scandalisés par l'attitude d'un État qui laisse commettre des actes de terrorisme massifs contre la population civile.

Le Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine reçoit chaque mois de Colombie plusieurs dizaines de dénonciations de violations graves des droits fondamentaux. Ces violations vont des menaces de mort aux déplacements forcés de centaines, voire de milliers de civils en passant par les assassinats et les massacres.

La situation est telle que nous voulons pousser aujourd'hui un cri d'alarme. Les morts se comptent par dizaines de milliers et plus d'un million de personnes ont dû abandonner leurs maigres possessions pour se réfugier hors d'atteinte de leurs bourreaux — souvent en vain.

La principale caractéristique de ce conflit est la prolifération de groupes paramilitaires agissant en toute liberté et impunité avec la bénédiction et l'appui des différents corps policiers et de l'armée. C'est aussi un conflit où seulement 4% des victimes sont des combattants appartenant à la guérilla ou à l'armée; toutes les autres sont des civils, en majorité des paysannes et des paysans pauvres.

Alors que la perspective d'une paix négociée est de plus en plus souvent évoquée dans les médias, la situation sur le terrain ne cesse de se dégrader. Une fois de plus, les belles paroles risquent de fondre comme neige au printemps si justice n'est pas faite et si ne cesse l'impunité.

Le Comité chrétien entreprendra au cours des prochains mois une campagne contre la violence et l'impunité en Colombie. Le dossier du Caminando de ce mois-ci en est en quelque sorte la première étape. Il vise à alerter les consciences sur la situation de terreur dans laquelle vivent les Colombiennes et les Colombiens.

L'étape suivante consistera à la mise sur pied, en collaboration avec d'autres organisations québécoises, d'un tribunal d'opinion sur le cas concret du massacre de Barrancabermeja (voir article page 10). À l'initiative du Réseau de fraternité et de solidarité avec la Colombie, ce projet a pour objectif de constituer des tribunaux d'opinion dans différents pays afin de déterminer la responsabilité de l'État colombien dans le massacre de Barrancabermeja. Le projet de tribunal d'opinion a été appuyé par les 294 organisations colombiennes.

Nous croyons que l'étude du cas de Barrancabermeja nous permettra de mesurer l'ampleur de ce qui se passe en Colombie et nous aidera à proposer des moyens de lutte efficaces pour contrecarrer l'impunité qui protège les auteurs de crimes contre l'humanité commis dans ce pays au cours de dernières décennies. Lors de son passage à Montréal, une Colombienne — dont nous conserverons l'anonymat — engagée dans la défense des droits humains a souligné à quel point l'appui international est important pour la population de son pays: «la pression exercée sur les autorités de mon pays depuis l'étranger est parfois la seule chose qui nous a sauvés, qui nous a aidés à arrêter la violence, qui a sauvé la vie de certaines de personnes».

L'équipe du Caminando

«Dialogue constructif» ou opération de relations publiques?

par Claude Rioux

Mercredi le 30 septembre, une dizaine de représentants et de représentantes d'ONG (dont le Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine) ont été invités à une «rencontre de travail privée» à l'ambassade du Mexique à Ottawa. Les ONG étaient invitées à s'entretenir avec Emilio Rabasa Gamboa, Coordonnateur gouvernemental pour le dialogue (sic) et la paix (resic) au Chiapas. Entré en fonction suite à la nomination de Francisco Labastida au ministère de l'Intérieur (Secretaría de Gobernación), M. Rabasa est donc chargé depuis janvier 1998 de la politique du gouvernement fédéral face au conflit dans l'État du Sud-est. Provenant des hautes sphères de l'élite universitaire mexicaine (il a étudié en Angleterre!), M. Rabasa maîtrise parfaitement l'art oratoire — ce qu'il ne s'est pas privé de faire.

La rencontre a donc débuté par une présentation de 45 minutes, faite par M. Rabasa, sur sa perception de la situation actuelle au Chiapas. Ramenant inlassablement la question chiapanèque à un problème de pauvreté, il n'a pas soufflé mot de l'exclusion politique, de la répression historique ni de la militarisation. Mais là où M. Rabasa a le plus impressionné par sa gymnastique intellectuelle, c'est qu'en parlant du massacre d'Acteal, des déplacés internes et de la «violence inter-communautaire», il n'ait pas prononcé une seule fois le mot paramilitaire. Questionné sur cette étrange omission, M. Rabasa a candidement répondu, sourire aux lèvres: « je n'utilise pas l'expression "paramilitaire" parce que cela pourrait laisser croire que ces groupes ont un quelconque lien avec la police ou l'armée, ce qui n'est pas le cas». Une fois cette contorsion de la réalité effectuée, il ne restait plus aucun doute sur la volonté de M. Rabasa d'établir un «dialogue franc et constructif» avec les ONG.

La discussion sur la présence de l'armée au Chiapas a été fort révélatrice du sens de l'engagement du gouvernement du Mexique en faveur de la «transparence». Questionné sur l'importance de la présence militaire au Chiapas (évaluée par les observateurs à 70 000 hommes), M. Rabasa n'a pu préciser le nombre exact: «affaire de sécurité nationale». S'il faut en croire M. Rabasa, l'occupation de villages et d'églises, les incursions violentes dans les

communautés et les vols à basse altitude n'auraient d'autres buts que de «combattre le narco-trafic et de protéger les installations stratégiques».

M. Rabasa en a aussi profité pour démontrer ses «talents» de négociateur, malheureusement peu valorisés par une guérilla «intransigeante». En effet, suite à la séquestration puis à l'exécution (par la police et l'armée) de huit autochtones «bases d'appui zapatistes» survenue le 8 juin à El Bosque, M. Rabasa s'est empressé de faire parvenir une lettre à l'EZLN l'enjoignant de «reprendre les négociations sans condition» étant donné que le «cessez-le-feu [était] en danger»!

Après deux heures trente de monologue quasi ininterrompu de M. Rabasa, la «discussion» a ensuite porté sur les Accords de San Andrés sur les droits et la culture autochtones, signés en février 1996 et toujours pas mis en vigueur. Faisant fi de la réalité, M. Rabasa a déclaré qu'«il a toujours été de la volonté du gouvernement du Mexique de respecter les Accords de San Andrés.» Devant la perplexité de ses interlocuteurs face à cette affirmation, il a les mis au défi de prouver sur le champ leurs doutes. «Malheureusement», devant un horaire si chargé, il a fallu passer à un autre point... Conclusion, l'affirmation selon laquelle le gouvernement mexicain ne respecte pas les Accords de San Andrés n'est que «propagande».

Passant sous silence la guerre d'usure que pratique le gouvernement du Mexique contre les ONG (notamment contre leur pouvoir de recommandation à la commission inter-américaine pour les droits humains), M. Rabasa a réaffirmé l'importance d'entretenir un «dialogue constructif». Quant à la présence d'observateurs des droits humains au Chiapas, M. Rabasa — se référant implicitement aux nouveaux et innombrables obstacles à l'obtention d'un visa — a mis un terme à la discussion avec un laconique «les règles sont maintenant claires».

Cette rencontre de travail privée, faute d'avoir pu apporter des éléments de réponse aux nombreuses questions que se pose la communauté civile internationale sur les événements au Chiapas, a au moins eu le mérite de démontrer aux ONG ce que les autorités mexicaines entendent par «dialogue».

Bâtir la paix au Guatemala: tout un défi!

par Claude Lacaille

En octobre 1998, le gouvernement du Guatemala fait fébrilement le ménage de sa maison. En effet, du 22 au 28, des délégués de tous les partis politiques (y compris l'URNG, ex-guerilla) et des représentants de la Mission d'observation des Nations unies (MIN-UGUA) rencontreront à Bruxelles le Groupe consultatif des pays amis du processus de paix, dont le Canada fait partie.

On sait que la paix entre l'État et la guérilla a été signée il y a un peu moins de deux ans, mettant fin à 36 ans de guerre civile. Lors de cette rencontre, le gouvernement doit rendre compte aux pays donateurs du chemin parcouru dans la mise en application des accords de paix, condition préalable à la négociation de nouveaux emprunts.

Cette conjoncture est cruciale pour la solidarité internationale. Au mois de juin, une délégation québécoise de 16 personnes, représentant 94 organismes, mise sur pied par le Réseau de solidarité avec le Guatemala, a visité près de 40 organisations non gouvernementales dans ce pays d'Amérique centrale, afin de faire le point sur le processus de

Des politiques économiques qui accentuent l'exclusion

Plutôt que de réduire les disparités socio-économiques, tel que prévu dans les accords, les réformes entreprises en 1998 par le président Arzu ont provoqué un appauvrissement accéléré de la population, dont la vaste majorité vit dans des conditions de dénuement extrême. Même le Fonds monétaire international et la Banque mondiale insistent pour que le gouvernement investisse davantage dans les programmes de santé, d'éducation et d'aide sociale. Un cas unique dans le monde de la part d'instances internationales peu réputées pour leur sensibilité sociale! Le problème est que la réforme fiscale traîne en longueur. Le gouvernement s'est engagé formellement à créer des impôts directs dans ce pays où les riches, tels les grands propriétaires terriens, ne paient aucune taxe foncière. Pour améliorer les conditions de vie des Guatémaltèques, il faut des ressources financières

paix et d'appuyer le peuple dans son cheminement douloureux vers la démocratie. Cette délégation incluait syndicats, UPA, groupes et organismes de solidarité, Solidarité populaire Québec, Église catholique, centres de femmes, femmes autochtones, juristes.

Lors de notre passage, tous nos interlocuteurs ont affirmé que le Guatemala se situe à une étape charnière dans la consolidation de la paix: c'est la mise en oeuvre des accords qui permettra d'effectuer la transition démocratique. Mais, l'année 99 étant une année d'élection, les intérêts des partis risquent de faire passer au second plan la mise en oeuvre des accords.

provenant des impôts sur la propriété. La résistance est forte de la part de l'oligarchie!

De la confrontation à la concertation

La participation de la société civile est essentielle à ce processus vers la démocratie. Nous avons été impressionnés de trouver une Assemblée de la société civile aussi ample et structurée, réunissant tous les secteurs du pays. Le secteur des femmes à lui seul est constitué de plus de 54 comités qui représentent les femmes de toutes les régions, des 25 ethnies et langues et de tous les secteurs d'activités. Durant les 36 ans de conflit, le peuple et le gouvernement se sont affrontés violemment. Le rapprochement entre les citoyens et l'État suppose un changement de culture politique. Le gouvernement s'en est tenu jusqu'à présent à des espaces de consultation formelle, sans se sentir lié par les consensus obtenus. Il faut donc faire pression pour que ces organisations de la société civile soient reconnues

comme des interlocuteurs valables.

De plus, il convient de mentionner une énorme lacune dans le domaine de la communication des accords et de leur diffusion parmi la population. Les citoyens sont peu ou pas informés, surtout en milieu rural et autochtone. Les médias, en majorité de nature commerciale, ont aussi failli à la tâche, en ne faisant pas connaître les différents points de vue. L'oligarchie contrôle les médias et on ne peut vraiment parler d'indépendance de la presse. Les médias communautaires sont pratiquement inexistantes.



Cercueils contenant les restes des personnes massacrés à Río Negro

Un geste de solidarité pour consolider le processus de paix

Notre délégation est intervenue auprès du gouvernement canadien qui participera à la rencontre de Bruxelles. Voici le résumé des éléments qui apparaissent les plus urgents à nos vis-à-vis guatémaltèques et que la délégation québécoise appuie de toutes ses forces.

1- Constitution: la consultation et la participation des citoyens dans la réforme constitutionnelle par voie de référendum, avant la fin de 1998.

2- Réforme fiscale: la mise en place d'une réforme fiscale par des impôts directs à la propriété, condition essentielle pour que l'État puisse disposer des fonds nécessaires pour jouer son rôle social.

3- Réforme agraire: la mise en place dans les plus brefs délais d'une redistribution équitable des terres qui tienne compte des besoins de la paysannerie; l'annulation des attributions de terre arbitraires et illégales faites à des militaires pendant le régime antérieur et la restitution des terres saisies aux paysans victimes d'exactions; la constitution d'un cadastre des terres.

4- Réforme de la justice: une réforme profonde du système de justice qui garantisse à chaque personne un droit à être jugé, et ce dans sa langue et selon sa culture; la reconnaissance des droits coutumiers mayas; l'élimination de la corruption dans la magistrature et la protection de la vie et de l'indépendance des magistrats; un appui à la commission de la vérité et un jugement à tous les criminels de guerre sans impunité aucune.

5- Sécurité intérieure: une démilitarisation complète du pays et la création d'une force de police civile assurant la sécurité publique sans aucun recyclage de militaires à la retraite, comme cela se passe actuellement.

Nous exigeons que le Canada continue d'être un allié du peuple guatémaltèque en promouvant, avec tout son poids moral et économique, le plein respect des accords de paix. Nous croyons que le respect des droits individuels et collectifs doit être une condition *sine qua non* à toute entente de type commercial ou financier.

Les pauvres sont soumis aux pouvoirs de ce monde

extraits d'une allocution de Javier Giraldo prononcée dans le cadre d'une Soirée Relations à Montréal.

1. La violence généralisée

Depuis dix ans, la Colombie a atteint les plus hauts taux mondiaux de morts violentes. Depuis 1985, la moyenne a atteint entre 70 et 90 morts violentes annuelles par 100 000 habitants alors que les statistiques des pays qui suivent sont quatre fois moindres. Ces chiffres couvrent plusieurs formes de violence. A première vue on pourrait croire qu'il n'existe pas de relations entre elles. Cependant, chaque dynamique de violence les renforce d'une façon ou d'une autre, par le seul fait de se dérouler sur un même territoire et dans un même cadre socio-politique. Par exemple, une longue suite de petits événements font qu'un crime de caractère politique en génère d'autres qui n'auront pas le même caractère. La multiplication des armes entre les mains de la population civile fait qu'une arme acquise pour servir au paramilitaire, puisse être utilisée quelques mois plus tard à des actes de délinquance commune. La crise de la justice punitive fait que beaucoup de dénonciations sont remplacées par des actes de violence qui se substituent à une justice inexistante. De véritables armées privées qui, à l'origine, servaient à la sécurité des narcotraficants et de leurs territoires, elles se sont unies par la suite à des institutions de l'État pour participer à la lutte contre les insurgés, renforçant ainsi les paramilitaires. Ce sont là des dynamiques de violence qui s'entrecroisent dans le temps renforçant ainsi la violence généralisée qui affecte le pays.



2. Les options néolibérales

Comme la majorité des pays du Sud, la Colombie a adapté son économie et sa législation économique aux postulats néolibéraux, s'ouvrant au capital étranger ou multinational de manière unilatérale, sans recevoir en retour de la part des pays riches aucune ouverture pour ses propres exportations. Sans nier quelques effets bénéfiques qui ont mal-

mené quelques monopoles internes, les effets les plus importants ont été le chômage généralisé, la faillite et la fermeture d'une multitude de petites et moyennes entreprises et un appauvrissement général de la population.

Une personne à l'abri de tout soupçon pour ses convictions libérales et pour l'implantation de politiques impopulaires durant son gouvernement, l'ex-président López Michelsen, a qualifié l'ouverture néolibérale de «modèle économique diabolique».

Selon l'ex-président López, «les résultats de l'application de ce modèle ont été l'importation de 5 millions de tonnes d'aliments et de matières premières qui auparavant étaient produites en Colombie; l'abandon de la production sur un million d'hectares de terres cultivables et entre 800 000 et 1 200 000 chômeurs dans le secteur rural (...) Beaucoup de ces chômeurs ont rejoint la guérilla et les paramilitaires, quelques-uns seulement ont joint les rangs de l'armée et de la police tandis que d'autres se sont transformés en producteurs de coca mettant en pratique leurs connaissances en agriculture dans l'unique secteur agricole payant.»

3. La politique contre-insurrectionnelle de l'État colombien

Deux des traits fondamentaux de la stratégie contre-insurrectionnelle de l'État colombien depuis les années 60 ont été, d'une part, de réprimer toutes les manifestations de protestation ou de non-conformisme social, sous l'accusation d'obéir à des orientations de la rébellion et, d'autre part, de lier la population civile à la lutte armée contre-insurrectionnelle, comme auxiliaire de la force publique.

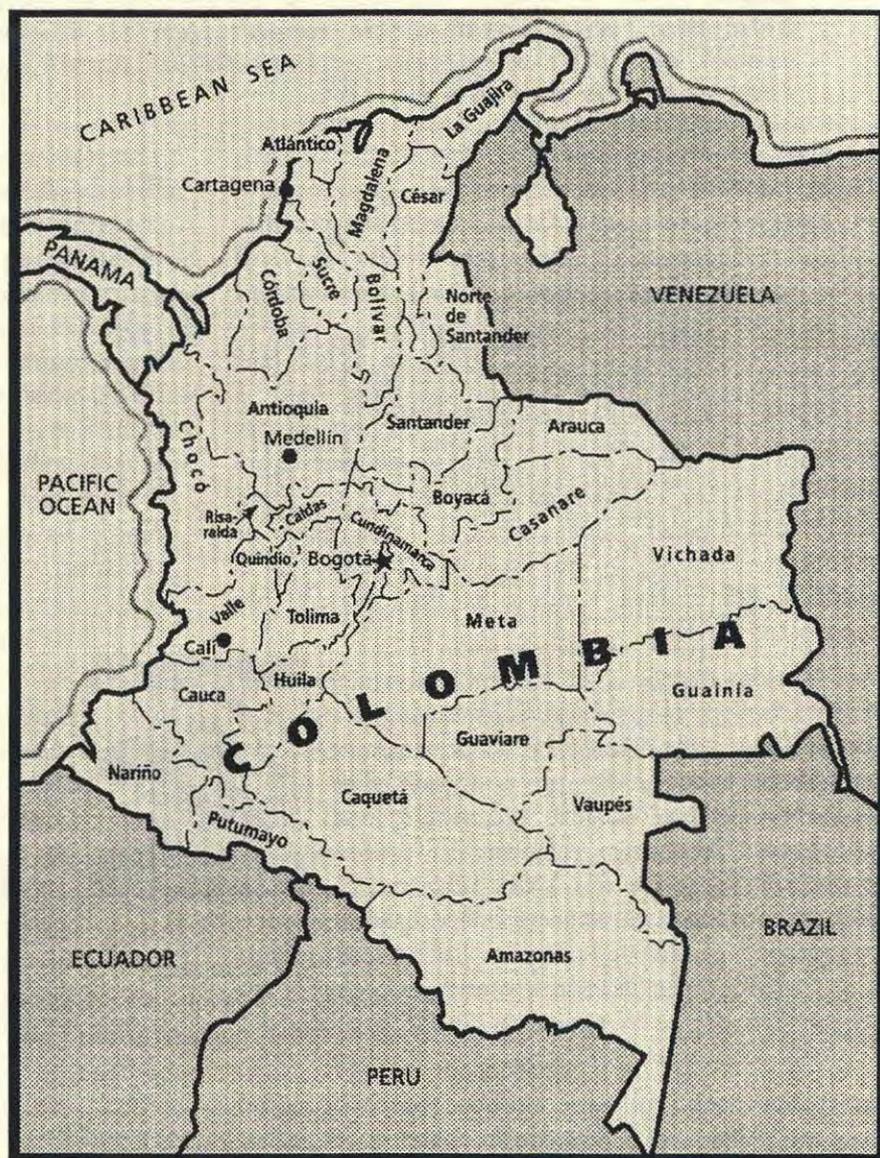
Cette persécution des idéologies a exterminé, dans d'impressionnants bains de sang, les mouvements syndicaux, paysans, indigènes, étudiants et d'opposition politique. Un seul exemple très révélateur: durant ses quatre premières années d'existence, le mouvement politique Union patriotique, né en

novembre 1985, a subi l'assassinat d'un militant chaque 39 heures, et durant les périodes pré-électorales, la fréquence a monté à un chaque 26 heures. Dans leur ensemble, en huit ans, on a assassiné en moyenne un militant chaque 53 heures, jusqu'à ce qu'on ait pratiquement exterminé l'Union patriotique.

Depuis 1988, quand notre banque de données de Justice et Paix a commencé à enregistrer ces formes de violence, nous avons relevé 19 390 assassinats et 1765 disparitions forcées de personnes non combattantes, victimes de leurs positions idéologiques et politiques. Parmi ceux-ci, il y a là plus de 8 000 cas où la responsabilité de l'État est parfaitement claire. Dans les autres cas, on ne peut que faire des suppositions à partir des caractéristiques des victimes car les mécanismes de clandestinité lors des derniers crimes ont été plus raffinés.

Les agents indirects de l'État sont les paramilitaires. Notre expérience de dix ans comme Commission de Justice et Paix nous a amenés dans de nombreuses zones de violence. Nous avons reçu plusieurs milliers de dénonciations et de témoignages. Nous avons eu accès à de nombreuses enquêtes judiciaires où nous avons recueilli d'importantes confessions de fondateurs de structures paramilitaires. Nous avons accompagné sur une longue période des communautés à risques élevés. Tout cela nous a révélé très clairement que le paramilitarisme constitue une stratégie de l'État qui exécute par des mécanismes clandestins et principalement par des civils armés ou des militaires en civil, ce qui est absolument interdit par le Droit international sur les droits humains, tout comme sont interdites les disparitions forcées, les exécutions sans procès, les tortures et les attentats.

Si on consulte les tableaux statistiques, on découvre clairement que, dans la mesure où la Communauté internationale est intervenue pour exiger des différents gouvernements colombiens qu'ils respectent les droits humains, le nombre de crimes attribuables directement aux institutions de l'État diminuent et que, d'autre part, augmentent progressivement ceux qu'on peut attribuer à des structures paramilitaires. Actuellement, plus de 90% des violations graves des droits humains fondamentaux sont perpétrées par des paramilitaires et non par des militaires et des policiers. Entre temps, le gouvernement colombien essaie désespérément de cacher au monde ses relations intimes avec les paramilitaires.



La paramilitarisation de la guerre en Colombie

extraits de l'article de Mark W. Chernick

paru dans NACLA Report on the Americas, mars-avril 1998

Le 15 juillet 1997, plus de 100 hommes fortement armés ont envahi Mapiripán, un petit village de cultivateurs de coca du sud-est colombien. Pendant leur règne de terreur de six journées, ils ont torturé et assassiné trente villageois. Dans un entretien publié par l'hebdomadaire *Cambio 16*, Carlos Castaño, le dirigeant du groupe paramilitaire «Milices d'autodéfense de la Colombie», s'est vanté d'être responsable du carnage, en affirmant avoir massacré «les plus dangereux et détestables parmi la population». «Je ne m'ex-cuserai jamais de cela» a-t-il dit.

Le massacre de Mapiripán fut planifié et réalisé de façon méticuleuse. Les membres du groupe paramilitaire s'étaient rendus dans la région les semaines précédant l'agression pour préparer le terrain avant l'attaque du village et pour choisir les victimes. Deux jours avant de prendre Mapiripán d'assaut, Castaño et ses hommes ont quitté en avion leur château fort situé dans le nord du pays, dans la région de l'Urubá et de Córdoba. L'avion qui les transportait a atterri sur une piste tenue sous haute surveillance par l'Armée colombienne et située au coeur des régions productrices de coca dans les plaines de l'Est; région qui est sous l'influence de la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC).

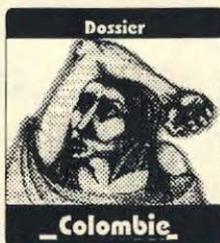
Les témoins ont parlé de paramilitaires qui ont dépecé les corps de personnes vivantes avant de les jeter à la rivière et de victimes décapitées à coups de tronçonneuse. Les résidents qui ont survécu à l'attaque ont reflué vers des camps de réfugiés furtivement mis sur pied, des bidonvilles et des *barrios* construits hâtivement en périphérie des centres urbains de la région. Les survivants sont ainsi venus gonfler le nombre toujours grandissant de paysans déplacés, estimé à plus d'un million à l'échelle nationale.

Le détachement militaire stationné dans la région ne s'est pas pointé à Mapiripán avant le 20 juillet, soit le jour où tirait à sa fin la folie meurtrière des paramilitaires, malgré le fait que le juge municipal du village avait communiqué avec ces militaires, leur sollicitant de l'aide à huit reprises depuis le premier jour du carnage. Ce retard calculé ainsi que l'emploi, par les paramilitaires, de la piste d'atterrissage sous surveillance, montrent le degré élevé de la complicité des militaires dans le bain de sang. La tuerie de Mapiripán laisse percevoir aussi le déplacement des paramilitaires vers l'avant garde dans la guerre contre-insurrectionnelle.

Castaño, s'appuyant sur ses bases solides dans l'Urubá et dans Córdoba, où les paramilitaires ont construit des alliances avec les riches propriétaires terriens et avec les éleveurs de bétail en extirpant violemment les FARC et leur aile politique (l'Union patriotique) de la région, compte maintenant faire de même dans le sud-est du pays où la guérilla est fermement enracinée et où son influence ne cesse de croître. Il est improbable que les paramilitaires puissent réussir à s'implanter dans le Sud de la même façon qu'ils l'ont fait dans le Nord. Ils continueront sûrement à emprunter le transport aérien et d'autres moyens afin de réaliser des incursions ponctuelles dans les châteaux forts de la guérilla et pour perpétrer des atrocités comparables à celles exécutées à Mapiripán.

Les paramilitaires ne s'en prennent pas directement à la guérilla. Leur cible principale: la population civile. Des villages sont «nettoyés» de toute personne soupçonnée de soutenir la guérilla — ou n'importe quel syndicat, mouvement social, organisme progressiste lié à l'Église ou parti de gauche — afin de montrer à la population ce qui l'attend si elle s'implique au sein de ces groupes. Les horreurs commises par les paramilitaires sont si fréquentes et se ressemblent tellement qu'elles inspirent à peine l'incrédulité. Les reportages de groupes paramilitaires s'introduisant librement dans les zones surveillées ou occupées par l'armée afin d'assassiner ou de perpétrer des massacres sont choses courantes, preuve supplémentaire des liens étroits entre militaires et paramilitaires.

Le recours aux paramilitaires en Colombie n'est pas une stratégie complémentaire ou subordonnée aux agissements de l'armée. Dans les faits, les groupes paramilitaires en sont arrivés à remplacer les forces armées, qui s'enlisent dans une crise en raison de leur incapacité de dérouter l'insurrection. Les chiffres de la violence politique pendant les neuf premiers mois de 1997 en disent long à cet égard.



Alors que seulement 7,5% des attaques armées ont été attribuées aux militaires, 60% ont été attribuées aux groupes paramilitaires et 23,5% à la guérilla. Cependant, bien que l'armée soit de moins en moins impliquée directement dans le conflit, elle continue à soutenir et à appuyer l'amplification du projet paramilitaire. L'influence militaire dans les agissements des paramilitaires est très répandue. Par exemple, il est fort improbable que les milices paramilitaires auraient pu s'introduire dans des régions comme Mapiripán avec autant de force sans la collaboration des forces armées.

Les origines de la paramilitarisation actuelle remontent à 1965, quand le gouvernement accorda à l'armée le droit d'armer les civils afin de contrecarrer la guérilla amorcée par les FARC et par l'Armée de libération nationale. Entre 1965 et 1980, on pourrait qualifier de basse intensité la stratégie de recourir aux paramilitaires. Il y avait peu de combats entre la guérilla et l'armée, et les morts qu'occasionnait ce conflit s'élevaient à quelques centaines par année. Les paramilitaires étaient à peine présents dans le décor.

C'est après 1984, lorsque le gouvernement de Belisario Betancur (1982-1986) signa un cessez-le-feu avec la guérilla, que les groupes paramilitaires sont devenus la pierre angulaire de la stratégie contre-insurrectionnelle de l'armée. Puisque le cessez-le-feu empêchait l'armée de poursuivre sa contre-insurrection, celle-ci opta pour exercer le « droit » d'armer la population civile afin de renverser les victoires de la guérilla sur le plan politique.

L'armée trouva un prompt allié, ainsi qu'une source importante de financement, en la nouvelle bourgeoisie colombienne de propriétaires terriens. À la fin des années 1980, les trafiquants de drogue étaient les propriétaires terriens qui possédaient le plus grand nombre de terres. Au fur et à mesure de leur extension, ils créèrent des milices privées afin de se doter d'une force capable d'assurer leur sécurité devant les séquestrations et les extorsions (« taxes révolutionnaires ») de la guérilla. Ces milices privées sont aussi devenues le moyen par excellence de déloger et de déplacer la population paysanne locale, remplissant ainsi la double fonction de « nettoyer » les terres de ses habitants et de détruire la base sociale de la guérilla. Cette contre-réforme agraire a mené à la concentration des terres, transformant des milliers de paysans en réfugiés internes et, dans plusieurs cas, en recrues des paramilitaires ou de la guérilla.

Au milieu des années 1980, il existait déjà plus de cent milices paramilitaires en Colombie. Jusqu'au

début des années 1990, ces groupes agissaient presque exclusivement au niveau local. Ils sont ensuite devenus de puissants groupes régionaux. Leur rôle n'était pas seulement de s'attaquer aux subversifs, mais de prêter main forte aux commerçants de la drogue. Dans l'Urubá, situé stratégiquement sur la côte atlantique et près du Panamá, les milices paramilitaires ont joué un rôle décisif dans le contrôle des routes de transport servant à l'exportation de drogues illégales et à l'importation d'armes.

Si l'armée a été un élément stratégique dans la création de nombreux groupes paramilitaires, elle ne les a jamais complètement contrôlés. Malgré ce fait, les forces armées, et par extension le gouvernement, n'ont jamais fait preuve de volonté politique de démanteler les organisations paramilitaires.

Bien que les haut gradés militaires croient à tort que les paramilitaires représentent une stratégie utile pour renverser la guérilla, puisque ces premiers ont réussi à leur arracher certaines régions sous leur contrôle, ils savent toutefois que les paramilitaires ne répondent et ne sont redevables ni à l'armée, ni aux autres autorités de l'État. Même selon les critères de l'armée colombienne, la « réussite » du recours aux paramilitaires est discutable. À mesure que la violence paramilitaire a pris de l'ampleur, les FARC ont vu leur influence militaire et leur contrôle territorial augmenter. Les statistiques officielles reconnaissent qu'en 1997, la guérilla était présente dans plus de la moitié du territoire national, soit dans 622 des 1 071 municipalités. En 1985, par contre, la guérilla n'était présente que dans 173 municipalités. Les paramilitaires ont été capables de soustraire quelques régions importantes des mains de la guérilla, mais ils sont incapables de lui livrer une campagne militaire soutenue. Les paramilitaires ont tout simplement augmenté le niveau de violence, sans contenir ni réduire l'insurrection.

La paix sera impossible en Colombie aussi longtemps que la question des paramilitaires ne sera posée. Que les paramilitaires soient invités à la table des négociations, comme ils le réclament et comme le gouvernement semble préconiser, ou bien qu'ils soient démantelés, comme l'exigent les FARC, voilà un dilemme qui n'a pas encore été résolu. Cependant, comme Gabriel García Márquez a récemment souligné, toute négociation sera une négociation entre perdants, puisque chaque parti a perdu la guerre. Reste à savoir si l'esquisse d'une Colombie nouvelle surgira de cette défaite tragique.

L'insécurité permanente des habitants de Barrancabermeja

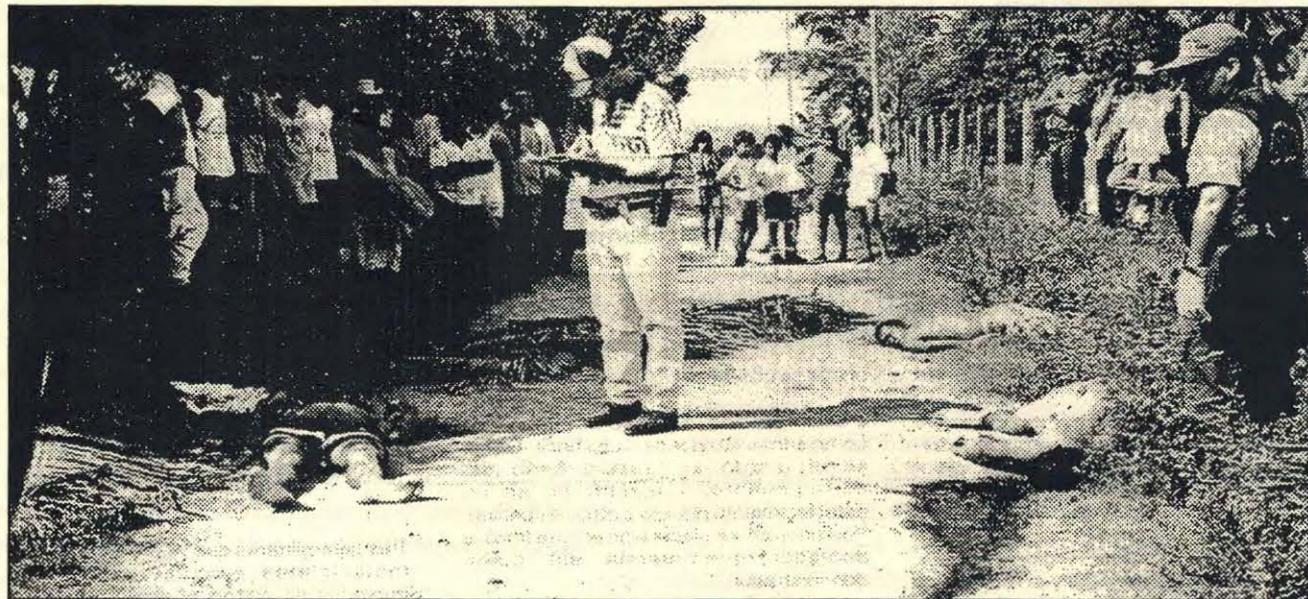
par Jean Greffard

La Colombie est un pays de 40 millions d'habitants dont le gouvernement contrôle à peine 40% du territoire national. Le reste du pays est contrôlé par la guérilla. L'origine de cette situation remonte à il y a cinquante ans où, après l'assassinat d'un dirigeant politique de gauche, libéraux et conservateurs se livrèrent pendant 10 ans une guerre féroce, qui fit plus de 300 000 morts.

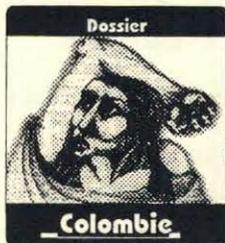
La réconciliation des deux partis en 1957 n'amena cependant pas le désarmement de groupes armés qui continuèrent de prôner une révolution sociale: les Forces armées révolutionnaires (FARC), avec plus de 10 000 hommes, contrôlent le sud du pays, et l'Armée de libération nationale (ELN), avec 6 000 hommes, contrôle le nord-est du pays, deux zones où se cultive la coca pour les cartels colombiens de la drogue. Dans ces mêmes territoires, les grands propriétaires terriens, pour se défendre, ont constitué des groupes paramilitaires (avec plus de 6 000 hommes) unis aujourd'hui sous la AUC (Autodéfense unie de la Colombie). Ces milices sont soutenues par l'armée qui a aussi ses groupes de répression: ainsi la Brigade 20 abrite les groupes paramilitaires et les escadrons de la mort dont les cibles sont des militants de gauche accusés de sympathie avec la guérilla, des militants qui défendent les droits humains des populations paysannes et indigènes, et qui luttent pour que cesse la violence.

C'est dans ce contexte que se produisent des événements comme ceux des derniers mois qui se sont produits à Barrancabermeja.

La ville de Barrancabermeja se trouve au nord de la Colombie, dans une région où les groupes de guérilla sont très présents. Depuis plusieurs années, les groupes paramilitaires opérant en collaboration avec les forces armées sont responsables de nombreuses violations très graves des droits humains: massacres, tortures, enlèvements... Ainsi, le soir du 16 mai dernier, vers les 20 heures, pendant que se déroulait une vente de charité destinée à recueillir des fonds pour la Fête des mères, 50 hommes armés en civil firent irruption dans les rues du quartier Maria Eugenia, de la ville de Barrancabermeja. Au même moment, des véhicules de l'armée et de la police bouclaient les entrées du quartier. Ils disaient venir mettre de l'ordre dans le quartier et qu'ils étaient là pour y demeurer. Des délateurs au visage masqué se mirent à signaler surtout des jeunes



Trois jeunes exécutés par des paramilitaires le 13 novembre 1997 à Marañoral



hommes entre 18 et 25 ans, qui étaient aussitôt arrêtés. Pendant l'opération qui dura trois heures, trois jeunes résistèrent et furent abattus sur place. On calcule que, ce soir-là, plus de 43 personnes ont été enlevées dans ce quartier et d'autres quartiers voisins de

Barrancabermeja. Le lendemain, 17 mai, on a retrouvé les corps de cinq jeunes.

Le 4 juin, des paramilitaires ont distribué un communiqué où ils annonçaient l'exécution de 25 jeunes jugés coupables d'appartenir à la guérilla. Dans le même communiqué, ce groupe annonçait qu'il allait continuer d'agir surtout contre les dirigeants du syndicat local des travailleurs de l'industrie pétrolière. Ces derniers, pour protester contre les enlèvements de mai, avaient effectué une grève de cinq jours. Après l'annonce de l'exécution des 25 jeunes, ils ont fait une autre grève de 24 heures, comme signe de protestation. Plus tard, en août, 6000 personnes sont arrivées à Barrancabermeja, fuyant les actions des milices d'extrême droite dans leur région.

Le 5 août, le groupe paramilitaire local intimait à ces 6000 réfugiés l'ordre de quitter la ville et de cesser de manifester, sinon ils allaient, eux, les chasser par la violence. Ces menaces contre la sécurité de la population de Barrancabermeja se sont poursuivies tout le mois d'août. Rappelons qu'en 1997, les organismes des droits humains ont compté plus de 280 massacres de civils semblables à celui qui a eu lieu à Barrancabermeja.

Jusqu'à aujourd'hui, les institutions démocratiques et judiciaires ont été tout à fait impuissantes contre les auteurs de massacres, d'assassinats et d'enlèvement. Sous la pression internationale, la justice commence parfois des enquêtes. Ce sont les familles ou les voisins des victimes qui doivent apporter les preuves des crimes et ceux et celles qui osent collaborer à établir la vérité, avocats et témoins, sont soit intimidés soit simplement éliminés. C'est pourquoi, au Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine, nous avons décidé d'appuyer les organismes des droits humains de la Colombie avec lesquels nous sommes en relation et qui ont besoin de la solidarité internationale pour que cesse la violence.

La population civile: un objectif militaire

Une caractéristique de la guerre actuelle a quelque chose à voir avec l'élimination des frontières qui séparent les combattants des non-combattants, donc des civils. Actuellement le conflit armé colombien, dans ses niveaux d'escalade d'un côté et de diminution de l'autre côté, prétend faire disparaître la condition de «population civile» de deux façons: d'une part, en la transformant en objectif militaire pour écraser l'ennemi et, d'autre part, en l'insérant directement et indirectement dans les hostilités.

Pour la population civile, l'unique possibilité de survivre et de pouvoir demeurer sur son territoire, c'est d'accepter la domination et les conditions d'un des acteurs armés.

Les chiffres démontrent clairement que les différents acteurs armés, en plus de s'affronter, ont orienté leurs actions contre la population civile. Ils sont motivés parce qu'ils croient qu'en éliminant la «base sociale» de l'adversaire, ils atteignent de plus grands avantages militaires stratégiques. En 1997, la guerre a été orientée contre les civils. Contrairement à ce que peut indiquer une analyse superficielle de la violence, les chiffres indiquent que les violations directes du droit à la vie (exécutions sans procès: 76%) et les infractions graves au droit international humanitaire (homicides en dehors des combats: 20%) causent plus de morts que de la confrontation directe entre les acteurs armés (morts lors de batailles: 4%).

source: Centro de investigaciones y educación popular (CINEP, Colombie, 1997.)

Les FARC, la guerre et la crise de l'État

par Jean-Claude Ravet

La consolidation de la présence des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) dans plus de la moitié des municipalités (622 sur 1071) du pays n'est pas étrangère, selon la plupart des analystes, à la profonde crise d'illégitimité qui mine les institutions politiques colombiennes. Cette crise découle non seulement de l'incapacité de la classe politique à apporter des solutions durables au conflit insurrectionnel qui dure depuis cinquante ans mais aussi du fait que les «solutions» avancées n'aboutissent en fin de compte qu'à l'approfondissement et la radicalisation du conflit. Car aussi longtemps qu'on s'abstiendra de reconnaître dans la crise structurelle de la société colombienne (corruption, militarisation-répression, oligarchie) une des principales racines de la guerre, toute résolution politique du conflit demeurera illusoire.

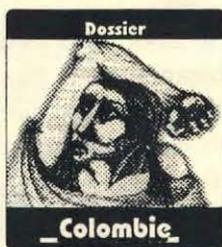
Alors que les FARC asseoient de plus en plus leur influence dans les régions du Centre et du Nord, outre leur bastion traditionnel du Sud (la région amazonienne), le gouvernement n'a d'autre stratégie que de «privatiser» la guerre en déléguant ses pouvoirs à des groupes paramilitaires qui sèment la terreur au sein des populations civiles (principalement celles du Nord, riches en élevage et en bananeraies) susceptibles d'appuyer la guérilla («zones rouges»). L'institution militaire déjà très entachée remet à d'autres la mission de mener à terme cette guerre sale. Mais personne n'est dupe, et ces sanglantes opérations contre-insurrectionnelles visant à l'éradication totale de la guérilla ne font qu'accroître le mépris de la société civile envers ses institutions politiques et militaires considérées de plus en plus comme illégitimes et corrompues. À ce propos, il est intéressant de noter que les premiers bénéficiaires de ces stratégies de «nettoyage» ont été la nouvelle classe de narco-trafiquants qui ont accumulé grâce à elles plus de 8 millions d'acres de terres agricoles. Ainsi, au lieu de solutionner le conflit, elles ne peuvent que susciter de plus en plus d'appuis à la guérilla, d'une part, dans les régions où sévissent la répression et les assassinats sommaires et, d'autre part, parmi la population dégoûtée par la corruption politique et militaire.

La faillite des institutions politiques dans le conflit et leur propension à l'exacerber ne date pas d'hier. 1) Les luttes paysannes (1920-30) pour le droit de propriété et contre les conditions de travail infra-

humaines imposées par les producteurs de café se sont transformées progressivement, à cause de la répression gouvernementale, en stratégie d'auto-défense armée (fin 1940) pour finalement aboutir à la guérilla, au cours de la période connue comme «La Violencia» (1948-58). 2) La répression militaire entraîna une énorme vague de migration paysanne, protégée par les groupes d'auto-défense, vers les régions amazoniennes peu productives, donc de peu d'intérêt pour l'oligarchie et d'accès plus difficile pour les forces armées. Cette «colonisation armée» transforma cette région en bastion de la guérilla. 3) La politique d'État de siège permanent mise de l'avant par le Front national (1958-74), alliance gouvernementale entre Libéraux et Conservateurs, quadrillant la société civile et excluant toute opposition de la Gauche démocratique fut le terreau fertile à la consolidation de la lutte armée. C'est à cette période que virent le jour: les FARC et l'ELN (l'Armée de libération nationale); L'EPL (l'armée populaire de libération); le M-19 (le Mouvement du 19 avril 1973).

En ce qui concerne plus précisément les FARC, elles demeuront jusqu'à la fin des années 70 relativement marginales. C'est avec une nouvelle vague de répression de l'opposition légale au début des années 80, qu'elles prirent de l'expansion (passant de 5 fronts, concentrés à 18 fronts en 1983).

Le gouvernement Bétancour (1982-86) fut le premier à reconnaître les conditions sociales de l'insurrection. Avec le Haut-commandement de la FARC





Membres des FARC dans le département de Caquetá

il conclut, en 1983, un cessez-le feu, qui aboutit à l'Accord de La Uribe qui incorporait des demandes sociales de la guérilla, ouvrant ainsi la porte à une résolution politique du conflit. La FARC forme alors l'Union patriotique (UP) pour participer aux élections aux niveaux local, régional et national, et va jusqu'à démanteler son infrastructure militaire. Or l'Accord et les réformes proposées par le gouvernement sont rejetés par le Congrès. Et le gouvernement qui succède à Bétancour (1986-90) renoue aussitôt avec la position traditionnelle qui consiste à considérer la guérilla comme une distorsion perverse et isolée de la politique, niant toutes causes structurelles à la violence.

L'État s'enlise dans une autre guerre sale. En 1988, 200 leaders de l'UP sont assassinés. On assassina jusqu'à 2000 de ses membres durant la décennie qui suivit. En 1989, peu de temps avant les élections du gouvernement de Cesar Garcia (1990-94), les FARC appellent encore au dialogue ouvert et franc avec la nouvelle administration politique et à un cessez-le-feu. Il n'ont comme seule réponse que l'occupation armée du village Casa Verde, considérée comme siège de la direction des FARC.

Durant le gouvernement Samper (1994-98) la crise politique s'intensifie avec la révélation des liens entre le gouvernement et les Barons de la drogues. Par ailleurs, la violation des droits humains à l'endroit des populations civiles mine toujours plus la légitimité des forces armées.

Les FARC prennent avantage de cette crise politique. Les campagnes de kidnapping et d'extorsion à l'endroit des autorités municipales visent à établir un certain droit de regard sur l'utilisation des fonds, en ciblant les politiciens corrompus. Elles génèrent en ce sens de la sympathie parmi la population locale, bien que cette option n'offre guère d'avenue à la participation active des paysans eux-mêmes à cette supervision.

A la crise politique, s'ajoute la crise économique générée par la libéralisation de l'économie entraînant un chômage massif et une augmentation radicale de la pauvreté. Beaucoup de paysans voient dans la production de coca une alternative à la crise, et trouve dans la guérilla leur protecteur tout désigné face à la politique gouvernementale d'éradication du coca, exigée des EU. Cette politique va dans le sens de la polarisation sociale et profite à la guérilla.

Avec l'intensification des manoeuvres paramilitaires, qui s'étendent dans les régions du Sud, considérées comme la forteresse de la guérilla, tout laisse croire que le conflit va s'envenimer encore. Et avec le conflit se prolongera la profonde crise sociale que traverse la Colombie depuis déjà trop longtemps et dont on empêche systématiquement toute sortie politique qui mettrait en branle une restructuration, tant au niveau régional que national, des institutions actuellement minées par l'illégitimité et la corruption.

Source: Ricardo Vargas Meza, in NACLA, (mars-avril 1998).

Le nouveau président colombien: l'homme de la paix?

par Mauricio Lalinde
Coalition pour les droits humains Colombie

Le 21 juin dernier, Andrés Pastrana Arango a été élu président de la Colombie pour un mandat de quatre ans prévu dans la constitution colombienne. Il s'est présenté comme le candidat du changement après douze ans de gouvernements libéraux et comme l'homme de la paix en Colombie.

Une fois élu, Pastrana a aussitôt rencontré, le 9 juillet, le Commandant Général des Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie (FARC) pour tracer le chemin à suivre dans un éventuel processus de paix avec la plus nombreuse et la plus ancienne guérilla du pays.

Le 7 août, Pastrana fut investi comme président de la Colombie et a nommé Victor G. Ricardo au poste de Haut-Commissariat pour la Paix. C'est lui qui agira comme son représentant direct avec les groupes armés pour entamer des pourparlers.

Le processus s'avère long car les problèmes de la Colombie sont très complexes et les solutions dépendent de la volonté de tous les secteurs de la société. Il faut miser, non seulement sur des réformes, mais aussi sur une véritable transformation de l'Etat colombien tant au niveau politique, économique que social. Car si les réformes ne s'accompagnent pas d'une juste distribution de la richesse, d'une véritable justice sociale, les causes de la violence vont subsister et, même si on arrive à des accords de paix avec les groupes de guérilla, la violence ne s'arrêtera pas.

À deux mois de l'investiture du président, les conversations avec les FARC avancent en rencontrant beaucoup d'obstacles : d'une part, la guérilla exige

cinq conditions minimales pour entamer les pourparlers:

1. le dégagement de 5 municipalités au sud du pays;
2. le démantèlement des groupes paramilitaires;
3. l'abolition des récompenses pour la tête des commandants de la guérilla;
4. le traitement avec respect des membres de la guérilla dans les médias;
5. la décriminalisation de la protestation civile.

D'autre part, le gouvernement colombien fait face à la pression des militaires, de l'extrême droite, des États-Unis, entre autres, qui se méfient de la sincérité des FARC. Cependant le gouvernement colombien a accepté le dégagement des cinq municipalités 90 jours après l'investiture du président et pour une période de 90 jours. Or le président et ses conseillers sont en train de convaincre les autorités militaires, les industriels, et les autres secteurs de la société, jusque là très sceptiques, des avantages de cette démarche. Pastrana s'est également engagé, dans son allocution au Congrès des États-Unis, à poursuivre l'éradication des plantations de coca qui se trouveraient dans la région, pour s'assurer de «l'aide» économique promise pour faire face au narco-trafic.



L'autre force de guérilla qui a entamé des pourparlers avec le gouvernement colombien et la société civile est l'Armée de libération nationale (ELN) qui cherche à convoquer à ce qu'ils ont appelé une Convention nationale qui fixerait les bases d'un accord politique pour mettre fin au conflit. Cette convention devrait donner lieu à un referendum afin de créer une nouvelle Constitution qui tiendrait compte des douze points nécessaires pour arriver à établir la paix en Colombie.

Il faut souligner que la seule intention du président colombien à s'engager dans un processus de paix n'est pas la solution à la violence qui sévit en Colombie, car il est indispensable que tous les secteurs de la société (militaires, patronat, grands propriétaires) qui ont poussé la population à la révolte agissent de façon à rétablir le climat qui pourra permettre aux Colombiennes et

Colombiens à trouver la paix qui leur a toujours été déniée.

En plus, le gouvernement doit faire face à une situation économique difficile pour l'ensemble de la population et aux protestations qui en résultent. Les fonctionnaires se sont réunis en assemblée permanente et ont paralysé la fonction publique pendant plus de deux semaines, les médecins ne reçoivent pas leur paye depuis des mois, et les enseignants se préparent à faire la grève pour défendre leurs droits.

Les discours et les promesses de la part de la classe politique affluent, mais les gestes concrets manquent toujours parce qu'il n'existe pas de véritable volonté politique de la part de l'État colombien pour régler une fois pour toutes cette situation.



Familles paysannes déplacées par les incursions paramilitaires à El Aro

La violence contre les syndicats

par Claude Rioux

L'assassinat, le 20 octobre, d'un des principaux dirigeants de la plus grande centrale syndicale du pays-vraisemblablement en représailles à sa participation dans la grève générale des employés du secteur public-illustre de façon tragique la question de la violence institutionnelle contre les syndicats en Colombie.

Jorge Ortega, vice-président de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), a été assassiné à Bogota le 20 octobre 1998. Il a été tué par un inconnu alors qu'il gagnait son domicile. Il faisait partie du Comité national de la grève des travailleurs de l'État, au sein duquel il jouait un rôle très actif. Le meurtre est clairement relié à la grève qui, au moment du crime, entrait dans sa deuxième semaine. En effet, tous les membres du Comité ont reçu des menaces de mort lors du commencement du conflit syndical.

La grève, déclarée «illégal» par le gouvernement, ne semble pas être en voie d'être résolue et a été réprimée sauvagement. Déjà, deux personnes avaient été assassinées: Marco Pérez, dirigeant du Syndicat des travailleurs du secteur électrique (SINTRAELECOL) et Orfa Mejía, enseignante de Nariño. De plus, à Barrancabermeja trois autres syndicalistes ont été victimes d'attentats. Plusieurs travailleurs ont été violentés, détenus arbitrairement, victimes de dispersions violentes ayant entraîné des blessures graves. Jorge Ortega a dédié la plus grande partie de sa vie à la défense des droits humains des travailleurs et travailleuses colombiens. Il a été dirigeant du SINTRAELECOL et dirigeant de la CUT depuis sa fondation. Il jouait un rôle important comme représentant des travailleurs au sein de l'Assemblée permanente de la société civile et coordonnait le département des droits humains de la CUT.

Des antécédents

Jorge Ortega avait demandé à plusieurs reprises, pour la sécurité de centaines de travailleurs et pour la sienne, des mesures de protection et des garanties

en plus de réclamer inlassablement l'éclaircissement des cas d'assassinat, de disparitions forcées, tortures, attentats et menaces subis par les syndicalistes colombiens.

Lors d'une rencontre avec des responsables des forces de sécurité le 19 octobre (la veille de sa mort), il a accusé l'État colombien d'être l'unique et exclusif responsable d'un éventuel attentat contre sa vie, étant donné qu'aucune mesure n'était prise pour empêcher les assassinats de syndicalistes.

Deux événements tendent à démontrer la responsabilité de l'État dans ce crime. En effet, aucune enquête n'a été ouverte sur la perquisition illégale du domicile de Jorge Ortega survenue le 22 septembre 1998 et au cours de laquelle sa compagne a été battue et ses biens détruits. En février 1994, il a été détenu arbitrairement par des militaires, puis privé durant trois mois de sa liberté par la Fiscalía régionale de Bogota pour des «délits» vraisemblablement fabriqués par les services d'information de l'armée. Les filatures, harcèlements et menaces contre sa vie dont il a été constamment l'objet l'ont obligé à quitter le pays à plusieurs occasions.

Une violence généralisée

Le cas de Jorge Ortega n'est malheureusement pas unique. Selon la Confédération internationale des syndicats libres, plus de la moitié des syndicalistes tués dans le monde en 1997 étaient des Colombiens. Des centaines d'autres sont entrés dans la clandestinité suite à des menaces de mort.

Les militaires et le gouvernement font souvent une



association idéologique entre les syndicalistes et la guérilla, espérant ainsi projeter l'image de syndicalistes «terroristes» chez les Colombiens. Cependant, la majorité des meurtres et disparitions de syndicalistes sont dues à leur implication dans des négociations collectives et des conflits de travail ou à leur opposition au modèle néolibéral du capitalisme global.

Le mouvement ouvrier en général et certains syndicats en particulier ont été publiquement déclarés cibles militaires par des groupes paramilitaires, dont *Mueren los sindicatos* (Mort aux syndicats).

Plusieurs des 156 syndicalistes tués en 1997 ont été assassinés durant ou peu après qu'ils aient dirigé une négociation salariale, une grève ou s'être publiquement plaints de harcèlement de la part des forces de sécurité.

Les syndicats des secteurs de l'énergie et des communications ont été, et continuent d'être, les cibles de la répression de l'État et des paramilitaires lorsqu'ils s'opposent aux privatisations et invoquent le droit des Colombiens de posséder leurs propres ressources.

Lois et décrets répressifs

Les luttes du secteur public pour des augmentations salariales, l'exercice du droit de grève et d'autres droits du travail essentiels - enchâssés dans les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) - entraînent souvent le renvoi des dirigeants syndicaux après que ces actions aient été déclarées illégales. En effet, en vertu de la loi, les grèves et mobilisations ouvrières «affectant l'économie du pays» (sic) peuvent être déclarées illégales et assimilées à de la «sédition».

Il s'agit en fait d'une variante colombienne de la criminalisation des luttes sociales qui est désormais largement répandue en Amérique latine: les syndicalistes récalcitrants sont accusés d'actes de «terrorisme», de «sabotage», ou encore de «violation au droit au travail». S'ils sont reconnus coupables, ils peuvent être condamnés à des peines d'emprisonnement allant de 2 à 20 ans.

L'USO, le syndicat des travailleurs du pétrole, a été victime de violentes attaques au cours des dernières années à cause de son opposition à la privatisation

de l'industrie colombienne du pétrole. Des dirigeants ont été assassinés, plus de 200 membres ont été obligés de se réfugier dans d'autres régions du pays à cause des menaces de mort, trois dirigeants sont en exil et dix-neuf sont emprisonnés; ils sont accusés de «terrorisme» avec des «preuves» amassées par les services d'information de l'armée. En mai 1998, quatre autres dirigeants de l'USO ont été assassinés par des paramilitaires dans les départements de Santander et Atlantico.

Les travailleurs de Telecom, regroupés dans trois syndicats, ont payé cher leur opposition au plan de privatisation de ce service public: en 1992, treize dirigeants ont été arrêtés et détenus durant plus d'un an. En juin de cette année, l'État a de nouveau déclaré une grève de 10 jours comme «illégale» puisqu'elle plaçait Telecom «dans des problèmes financiers». Une attaque de cette sorte place inmanquablement les syndicalistes impliqués dans la mire des escadrons de la mort.

La répression des syndicats a continué tout au long de 1998 et ce, virtuellement, sans aucun commentaire dans les médias internationaux. En mai, les membres de la direction de la principale centrale ouvrière, la CUT, ont tous reçu des menaces de mort.

Le mouvement syndical colombien possède une grande expérience dans sa lutte pour la démocratie, la justice et la paix. Il a vécu dans sa chair les rigueurs de la guerre et de l'impunité, la persécution et la violation des droits humains et sociaux. Dans le contexte d'offensive et d'approfondissement des politiques néolibérales et d'exacerbation de la guerre sale, les organisations syndicales sont plus que jamais parmi les premières victimes du terrorisme d'État.

sources:

Ken Luckardt, Alerta, bulletin du Inter-Church Committee on Human Rights in Latin America (ICCHRLA), de No 3, 1998.

Action urgente du 21/10/98 du Réseau de fraternité et de solidarité avec la Colombie.

Extraits de la Cinquième déclaration de la Forêt Lacandona

Aujourd'hui, nous déclarons: Nous voici! Nous résistons!

«Nous sommes les vainqueurs de la mort.
Notre lignée ne s'éteindra pas tant que brillera l'étoile
du matin.»

Popol Vuh

I. La résistance et le silence

Nous comprenons que la lutte pour la place que nous méritons et dont nous avons besoin dans la grande Nation mexicaine est seulement une partie de la grande lutte de tous pour la démocratie, la liberté et la justice. Toutefois c'est une partie fondamentale et nécessaire. Une fois de plus depuis le début de notre soulèvement du 1er janvier 1994 nous avons appelé tout le peuple du Mexique à lutter par tous les moyens pour les droits que les puissants nous refusent. À maintes reprises depuis que nous nous sommes rencontrés et que nous avons parlé avec vous, nous avons insisté sur la nécessité du dialogue et de la rencontre comme le chemin à prendre pour nous en sortir. Depuis plus de quatre ans, ce n'est jamais nous qui avons déclenché les hostilités. La guerre a toujours été provoquée par des paroles et des gestes des gouvernements suprêmes. De là sont sortis les mensonges, les morts, les misères.

Nous avons suivi le chemin que vous nous avez recommandé: nous avons dialogué avec le puissant et nous en sommes arrivés à des accords qui auraient pu signifier le début de la paix sur nos terres, la justice pour les indigènes du Mexique et l'espoir pour tous les hommes et toutes les femmes honnêtes de notre pays.

Ce pacte, les Accords de San Andrés, ne furent ni le produit de notre seule volonté ni le fruit d'une génération spontanée. À San Andrés, sont venus des représentants de tous les peuples indiens du Mexique. Là ils ont fait entendre leurs voix et présenté leurs demandes. Leur lutte a été mise en lumière, véritable chemin vers la paix, leur bouche a parlé d'abondance et leur coeur a défini leur volonté.



Enterrement de Guadalupe Méndez López, assassinée par la police le 12 janvier 1998

II. Contre la guerre, nous ne préconisons pas une autre guerre mais la même résistance digne et silencieuse

Alors que le gouvernement dévoilait au Mexique et au monde entier sa volonté de mort et de destruction, nous, les zapatistes, n'avons pas répondu par la violence. Nous ne sommes pas entrés dans la sinistre compétition pour voir qui causerait le plus de morts et de douleurs à l'autre partie. De même qu'après les combats de janvier 1994, nous avons découvert que la parole est une arme, maintenant nous poursuivons le même combat par le silence. Alors que le gouvernement a offert à tous la menace, la mort et la destruction, nous avons pu apprendre, découvrir et montrer une autre forme de lutte. Nous affirmons qu'avec la raison, la vérité et l'histoire nous pouvons lutter et gagner... en nous taisant.

Silence, dignité et résistance sont nos forteresses et nos meilleures armes. Avec elles nous avons combattu et vaincu un ennemi puissant mais dont la cause est marquée par une absence de raison et de justice. De notre expérience et de la grande et lumineuse histoire des luttes indigènes que nous ont léguée nos ancêtres, les premiers habitants de ces terres, nous avons repris ces armes et nous avons transformé nos silences en soldats, notre dignité en lumière et notre résistance en remparts. Tout le

temps que notre silence a duré, nous avons fait de grands pas et nous avons vu bien des choses.

Nous avons vu des dizaines de nos combattre vaillamment contre des milliers d'armes modernes, être faits prisonniers, se lever dignement et résister. Des membres de la société civile ont été emprisonnés pour avoir soutenu les indigènes et avoir cru que la paix a quelque chose à voir avec l'art, l'éducation et le respect. Ils étaient devenus «d'un teint foncé, de la même couleur que nous» dans leurs coeurs, et donc nos frères.

Nous avons observé des femmes et des hommes nés dans d'autres pays, se joindre à la lutte pour la paix. Ils ont jeté des ponts en affirmant: «Vous n'êtes pas seuls». Ils se sont mobilisés et ont répété: «Ça suffit!». D'abord ils ont imaginé et réalisé des publicités réclamant justice, marchant comme quelqu'un qui chante, écrivant comme quelqu'un qui crie et parlant comme quelqu'un qui marche. Nous avons vu toutes ces lueurs éclairer le ciel, puis ils sont arrivés chez nous avec des pétitions signées par des milliers de personnes ...

Nous en avons vu quitter leurs pays respectifs souvent très éloignés du Mexique et arriver jusque chez nous après avoir franchi frontières et océans pour observer et condamner la guerre. Ils sont venus jusqu'à nous pour nous démontrer que nous ne sommes pas seuls. Ils ont été persécutés et harcelés comme nous. Ils ont été frappés et calomniés comme nous le sommes. Ils ont résisté comme nous. Ils sont restés même si on a voulu les déporter. Ils sont retournés chez eux racontant ce qu'ils avaient vu de leurs yeux et expliqué ce que leurs oreilles avaient entendu. Nous avons pu constater qu'ils ont continué à lutter.

En nous taisant, la résistance de nos peuples a parlé plus fort que jamais contre le mensonge et la violence.

III. San Andrés: une loi nationale pour tous les indigènes et une loi pour la paix

Une loi indigène nationale doit répondre aux espérances des peuples indiens de tout le pays. À San Andrés étaient représentés les indigènes du Mexique, pas seulement les zapatistes. Les accords signés l'ont été avec tous les peuples indiens, pas seulement avec les zapatistes. Pour nous et pour des millions d'indigènes et de non-indigènes mexicains,



Incursion militaire à San Jerónimo Tulijá

une loi qui ne respecte pas les Accords de San Andrés n'est qu'un simulacre, une porte ouverte sur la guerre. Cette attitude créera un précédent qui pourrait déclencher dans l'avenir des rébellions indigènes, sorte de paiement de la facture de l'histoire actuelle, véritable tissu de mensonges!

Une réforme constitutionnelle en matière de droits et de culture indigènes ne doit pas être unilatérale. Elle doit inclure les Accords de San Andrés et reconnaître ainsi les aspects fondamentaux des demandes des peuples indiens: autonomie, possession par les peuples indiens de leurs territoires et leurs systèmes normatifs.

IV. Le dialogue et la négociation sont possibles s'ils sont authentiques

Au sujet du dialogue et de la négociation nous disons qu'ils ont trois grands ennemis qui doivent être vaincus pour pouvoir construire un chemin viable, efficace et crédible. Ces ennemis sont l'absence de médiation, la guerre et le refus de l'application des accords. Le manque d'une médiation, la guerre et l'absence de respect de la parole donnée sont de la responsabilité du gouvernement.

La médiation dans la négociation d'un conflit est indispensable. Sans elle, aucun dialogue entre les deux parties qui se font face n'est possible. En détruisant par sa guerre la Commission nationale de médiation, le gouvernement a détruit l'unique pont qui existait pour entrer en dialogue. Il a détruit un important obstacle à la violence et a soulevé l'interrogation suivante: à quelle médiation faut-il main-



Contrôle militaire sur une route du Chiapas

tenant recourir? Doit-elle être nationale ou internationale?

Le dialogue et la négociation seront pertinents, viables et efficaces quand, en plus de pouvoir compter sur une médiation, la confiance et la crédibilité seront restituées. D'ici là, ce ne peut être qu'une farce à laquelle nous refusons de participer. Voilà pourquoi nous refusons le dialogue. Nous sommes d'accord pour chercher des voies pacifiques, mais pas pour gagner du temps à parier sur des astuces politiques. Nous ne pouvons être complices d'un simulacre de dialogue.

V. Nous résistons et nous poursuivons.

L' EZLN est arrivé à survivre en tant qu'organisation à l'une des offensives les plus féroces qui aient été déclenchées contre lui. Il conserve intacte sa capacité militaire. Il a étendu sa base sociale et s'est fortifié politiquement en rendant évidente la justesse de ses demandes. Le caractère indigène de l'EZLN a été renforcé et continue à être un important promoteur de la lutte pour les droits des peuples indiens.

Les indigènes sont actuellement des acteurs nationaux et leur destin et leurs réclamations font partie de la discussion nationale. Nous, les zapatistes avons jeté un pont avec d'autres organisations sociales et politiques et avec des milliers de personnes sans allégeance politique particulière. Par tous ces groupes nous avons été reçus avec respect et nous les avons accueillis de la même façon. Nous avons contribué à créer avec des femmes et des hommes des cinq continents un grand réseau qui lutte par des moyens pacifiques contre le néolibéralisme et résiste en vue d'un monde nouveau et meilleur. Tous nous ont aidés à résister à la guerre, personne à la faire. Aujourd'hui, avec tous ceux qui marchent parmi nous et à côté de nous, nous disons: Présents! Nous continuons à résister!

VI. C'est l'heure des peuples indiens et de la société civile

La guerre et son bruit strident de mort et de destruction a parlé, de même que le gouvernement et sa mascarade criminelle.

Il est temps qu'on entende de nouveau les armes silencieuses qui ont été les nôtres depuis des siècles. Il est temps qu'on parle de la paix et de la vie. C'est notre temps.

Aujourd'hui, avec notre coeur indigène, digne racine de la nation mexicaine et alors que nous avons tous déjà écouté la voix de la mort qui hurle dans la guerre fomentée par le gouvernement, nous appelons le Peuple du Mexique et les femmes, et les hommes de toute la planète à s'unir de toutes leurs forces à notre lutte dans cette étape du combat pour la liberté, la démocratie et la justice.

Par cette déclaration, nous appelons tous les hommes et toutes les femmes honnêtes à lutter pour la **RECONNAISSANCE DES DROITS DES PEUPLES INDIENS ET POUR LA FIN DE LA GUERRE D'EXTERMINATION.**

Il n'y aura ni transition vers la démocratie, ni réforme de l'État, ni solution véritable aux principaux problèmes du Mexique sans les peuples indiens. Avec les indigènes, on pourra construire un pays meilleur et nouveau. Sans eux, aucun avenir comme Nation n'est possible. C'est l'heure de la lutte pour les droits des peuples indiens comme un pas vers la démocratie, la liberté et la justice pour tous.

Comme partie de cette lutte à laquelle nous vous convions par cette Cinquième Déclaration de la

Forêt Lacandona, ratifiant notre «Tout pour tous, rien pour nous», l'Armée zapatiste de libération nationale annonce qu'elle réalisera directement à travers tout le Mexique une **CONSULTATION NATIONALE SUR L'INITIATIVE DE LOI INDIGÈNE DE LA COMMISSION D'ACCORD ET DE PACIFICATION ET POUR LA FIN DE LA GUERRE D'EXTERMINATION.**

Pour cela nous proposons de soumettre la loi de la Commission d' Accord et de Pacification à une consultation nationale dans toutes les communes du pays pour que toutes les Mexicaines et tous les Mexicains puissent manifester leur opinion sur cette initiative. L'EZLN enverra une délégation pertinente à chaque commune de tout le pays pour expliquer le contenu de l'initiative de Cocopa et pour participer à la réalisation de la consultation. Pour cela, l'EZLN s'adressera, selon les circonstances et publiquement, à la société civile nationale et à toutes les organisations politiques et sociales.

Nous appelons:

Les peuples indiens de tout le Mexique, en union avec les zapatistes, à se mobiliser et à se manifester en exigeant la reconnaissance de leurs droits établis par la Constitution.

Nous vous invitons tous: travailleurs, paysans, enseignants, étudiants, maîtresses de maisons,



Marche vers Acteal pour l'éclaircissement des circonstances du massacre et contre l'impunité

colons, petits propriétaires, petits commerçants et patrons, retraités, handicapés, religieux et religieuses, jeunes, femmes, personnes âgées, homosexuels et lesbiennes, garçons et filles afin que d'une manière individuelle ou collective tous participent directement avec les zapatistes à la promotion, à l'appui et à la réalisation de cette consultation comme un pas de plus vers la paix dans la justice et la dignité.

VII. Le temps de la parole pour la paix

Frères et soeurs,

Le temps où la voix de la guerre du puissant s'imposait est dépassé. Ne permettons pas qu'elle parle de nouveau. Il est temps que ce soit la voix de la paix, celle que nous méritons et dont nous avons tous besoin, la paix dans la justice et la dignité qui se fasse entendre.

Aujourd'hui, 19 juillet 1998, l'Armée zapatiste de libération nationale signe cette Cinquième déclara-

tion de la Forêt Lacandona. Nous vous invitons à en prendre connaissance, à la faire connaître et à déployer les efforts nécessaires pour réaliser ce qu'elle demande.

DEMOCRATIE! LIBERTE! JUSTICE!

Depuis les montagnes du Sud-Est mexicain
Comité clandestin Révolutionnaire indigène
Commandement général de l'Armée zapatiste de libération nationale.

Va - et - vient

Rencontre du SICSAL

Une délégation de la Coalition Romero a participé à la XIe rencontre du Secrétariat international chrétien de solidarité avec l'Amérique latine qui a eu lieu du 28 août au 2 septembre à Riobamba, en Équateur. Les délégués, Gerardo Aiquel, de l'Entraide Missionnaire et Claude Rioux, du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine, ont participé aux débats et aux discussions sur la situation en Amérique latine, notamment en ce qui concerne la démocratie, les droits humains, la militarisation, les droits des femmes et des migrants. Les conclusions de la rencontre ainsi que les pistes d'actions seront l'objet d'un article dans le prochain numéro de Caminando.

Militantes et militants demandés!

Le Comité chrétien est à la recherche de militantes et de militants pour travailler sur ses nombreux projets et d'autres encore que vous pourriez proposer. Voici quelques exemples:

- mise sur pied du projet de Tribunal d'opinion sur le massacre de Barrancabermeja en Colombie;
- participation à des réunions d'organisation d'activités pour les droits humains au Mexique;
- appui à l'organisation de la campagne de levée de fonds du Comité chrétien en novembre 1997;
- travail de recherche et de documentation sur une problématique de votre choix touchant à la question des droits humains en Amérique latine.
- participation au comité de rédaction de Caminando;
- traduction et/ou correction de textes, de documents et d'articles.

Un merveilleux
cadeau de Noël

L'Agenda latino-américain 1999

« La Grande Patrie en exode »

L'Agenda latino-américain est édité en neuf langues et distribué dans plus de vingt pays. La traduction française et l'adaptation québécoise de cet agenda sont assurées par une équipe de bénévoles.



Le succès remporté au Québec et dans d'autres provinces du Canada, ainsi qu'en Haïti, en France, en Suisse, en Belgique et ailleurs, témoigne de la place importante qu'il occupe dans le monde de la solidarité, ainsi que du soutien indéfectible de tous ceux et celles qui l'ont adopté.

Le thème de l'Agenda latino-américain 1999 est «la Grande Patrie en exode», paradigme de la lutte pour la libération d'un peuple asservi. L'exode est l'expérience d'un salut non pas individuel et privé, mais communautaire et collectif, dont l'enjeu n'est pas l'individu en tant que tel, mais la rédemption et la libération de tout un peuple. Dans cette perspective, les latino-américains, comme les esclaves hébreux, sont les acteurs de leur propre libération.

Des textes, des réflexions, des informations, des statistiques et des dates importantes pour l'Amérique latine et la solidarité. L'Agenda latino-américain est une tentative de mondialisation de la solidarité.

Les profits de L'Agenda latino-américain permettent de financer des activités de solidarité avec l'Amérique latine.

Commandez dès maintenant vos exemplaires de l'édition 1999 au:

C.C.D.H.A.L. 25, rue Jarry O., Montréal, Québec, H2P 1S6 tél.: (514) 387-2541 fax: 387-5550

Je désire commander: exemplaire(s) à 10\$ / unité
(Indiquez vos quantités) paquet(s) à 100\$ / 12 agendas
 caisse(s) à 375\$ / 50 agendas
 exemplaire(s) de l'édition espagnole à 15\$ / unité.

Frais postaux au Canada:

1 ou 2 exemplaires :	3,00 \$
3 à 6 exemplaires :	4,00 \$
7 à 12 exemplaires :	4,50 \$

Nom: _____

Adresse: _____ code postal: _____ tél.: _____

ville: _____ province/pays: _____ fax: _____

paiement ci-joint: chèque mandat poste comptant

SOMMAIRE

Éditorial	p. 2
Mexique: «Dialogue constructif» ou opération de relations publiques?	p. 3
Guatemala: bâtir la paix, tout un défi!	p. 4
Dossier Colombie:	
Les pauvres sont soumis aux pouvoirs de ce monde	p. 6
La paramilitarisation de la guerre	p. 8
L'insécurité permanente des habitants de Barrancabermeja	p. 10
Les FARC, la guerre et la crise de l'État	p. 12
Le nouveau président colombien: l'homme de la paix?	p. 14
La violence contre les syndicats	p. 16
Mexique: La V^e déclaration de la Selva Lacandona (EZLN)	p. 18
Va-et-vient	p. 22

Comité de rédaction: Jean Greffard, Clotilde Lemay, Jean-Claude Ravet, Claude Rioux et Jean Robitaille.

Traduction: Madeleine Perreault et Massimo Panzino

Collaborations: Claude Lacaille, Mauricio Lalinde et Massimo Panzino

Infographie: Olik

Le *Caminando* est le bulletin du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique Latine. Il est publié quatre fois par année.

- JE M'ABONNE AU CAMINANDO
 JE ME REABONNE AU CAMINANDO

NOM: _____
ADRESSE: _____
VILLE: _____ CODE POSTAL: _____

Abonnement (4 numéros par année) : 20\$ au Canada et 23\$ à l'étranger
Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine
Adresse: 25 rue Jarry Ouest, Montréal, Québec, H2P 1S6
Téléphone: (514) 387-2541 - Télécopieur: (514) 387-5550

Si vous êtes membre du Comité, l'abonnement est de 10\$